



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**SITUATION DE LA MICROFINANCE  
DANS L'UMOA AU 31 MARS 2025**

**JUILLET 2025**



La présente fiche fait le point de la situation du secteur de la microfinance dans les pays membres de l'UMOA au terme du premier trimestre de l'année 2025. Les informations sur les systèmes financiers décentralisés (SFD) se fondent sur l'analyse de l'évolution des indicateurs déterminés à partir de données estimées<sup>1</sup>.

A fin mars 2025, le nombre de SFD dans l'UMOA s'établit à 533, à l'instar du trimestre précédent. Les institutions de microfinance de l'Union desservent 19.714.896 clients à travers un réseau de 4.807 points de service répartis dans les huit États membres de l'Union. Une année plus tôt, le nombre de bénéficiaires était de 18.446.312 pour 4.962 points de service.

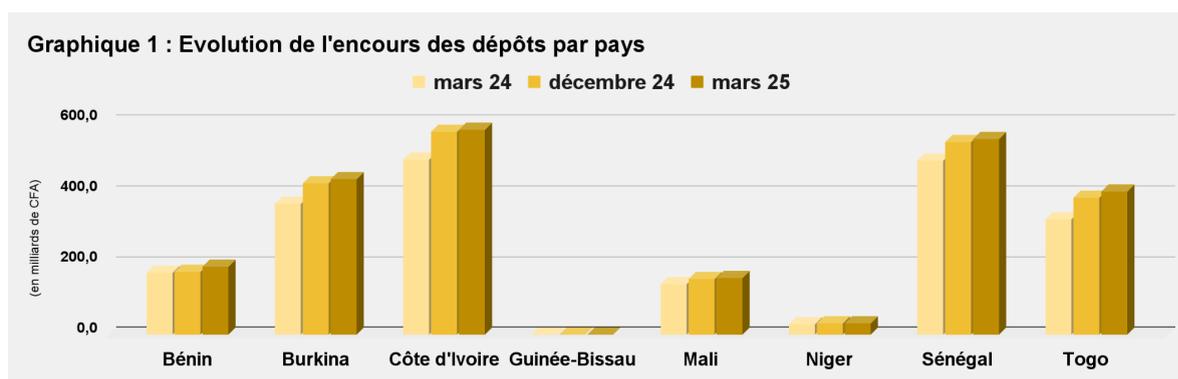
A l'examen des indicateurs d'intermédiation financière, la dynamique de croissance des activités des SFD s'est poursuivie en matière d'ouverture de comptes et de collecte de dépôts. Toutefois, un recul a été noté au niveau des octrois de crédits par rapport au trimestre précédent, en lien avec l'évolution saisonnière généralement enregistrée en début d'année.

**L'encours des dépôts collectés par les institutions de microfinance s'est accru** de 102,0 milliards FCFA (soit +4,1%) par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 2.560,9 milliards FCFA. En glissement annuel, il est noté une augmentation de 8,7%. La hausse trimestrielle des dépôts est observée dans quasiment tous les pays de l'Union, notamment au Burkina (+24,4 milliards FCFA, +5,2%), en Côte d'Ivoire (+24,3 milliards FCFA, +4,0%), au Togo (+22,9 milliards FCFA, +5,5%), au Bénin (+15,2 milliards FCFA, +7,7%), au Sénégal (+10,0 milliards FCFA, +1,8%), au Mali (+5,2 milliards FCFA, +3,1%) et en Guinée-Bissau (+762.000 FCFA, +3,2%). Toutefois, une baisse est notée au Niger (-168,6 millions FCFA, -0,6%).

L'épargne mobilisée par les SFD a été constituée à hauteur de 46,4% par les hommes, 27,2% par les femmes et 26,4% par les groupements<sup>2</sup>. S'agissant de la structure par terme, les dépôts à vue sont prépondérants, avec une part de 57,3%. Les dépôts à terme et les autres dépôts<sup>3</sup> représentent respectivement 22,5% et 20,2%.

Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 129.898 FCFA à fin mars 2025, en hausse par rapport au trimestre précédent (+1,4%), reflétant une augmentation relativement plus rapide des dépôts (+4,1%) par rapport au nombre des clients (+2,7%). En glissement annuel, le montant moyen de l'encours des dépôts a également progressé de 1,7%.

A fin mars 2025, l'épargne mobilisée par le secteur de la microfinance de l'UMOA représente 5,3% de celle collectée par les établissements de crédit de l'Union, après 5,2% au trimestre précédent.



*Source : BCEAO*

**L'encours des crédits octroyés par les SFD de l'Union a connu une baisse** de 65,8 milliards FCFA (soit -2,4%) par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2.628,4 milliards

<sup>1</sup> Les estimations ont été effectuées à partir des données à fin mars 2025, collectées auprès d'un échantillon de 190 SFD, réalisant plus de 90% des opérations de dépôts et de crédits de la finance décentralisée de l'UMOA. L'échantillon est composé des SFD ayant atteint des encours de dépôts ou de crédits de plus de 300 millions.

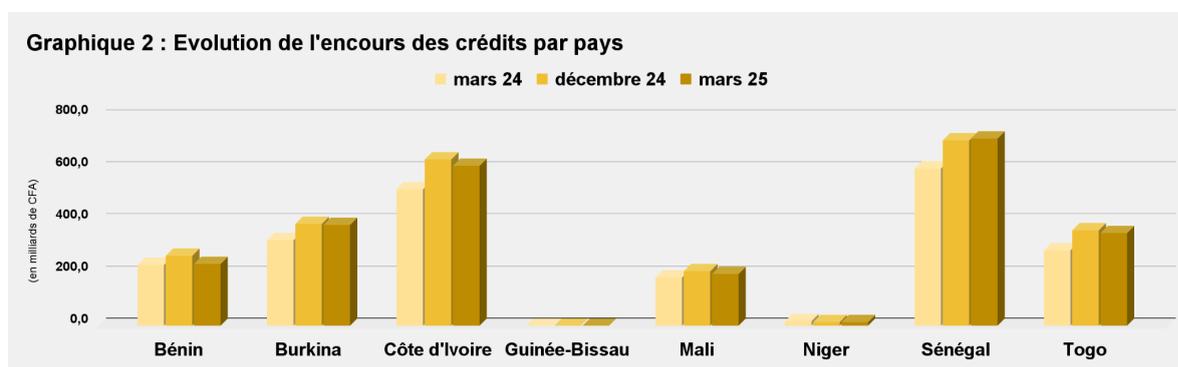
<sup>2</sup> Un groupement est un groupe constitué en moyenne de dix (10) membres ou clients, solidairement responsables. Les groupements sont comptés sur une base unitaire dans le cadre de l'estimation du nombre de bénéficiaires des services de microfinance.

<sup>3</sup> Les autres dépôts se rapportent aux comptes d'épargne à régime spécial, les dépôts de garantie, etc.

FCFA. Toutefois, en glissement annuel, il a enregistré une progression de 4,5%. Le repli trimestriel de l'encours des crédits a été observé au Bénin (-38,4 milliards FCFA, -14,0%), au Togo (-20,0 milliards FCFA, -5,2%), en Côte d'Ivoire (-11,3 milliards FCFA, -1,7%), au Mali (-6,5 milliards FCFA, -3,2%), au Burkina (-343,0 millions FCFA, -0,1%) et au Niger (-203,5 millions FCFA, -1,6%). Toutefois, une augmentation de l'encours des crédits est enregistrée au Sénégal (+11,0 milliards FCFA, +1,5%) et en Guinée-Bissau (+860.000 FCFA, +6,2%).

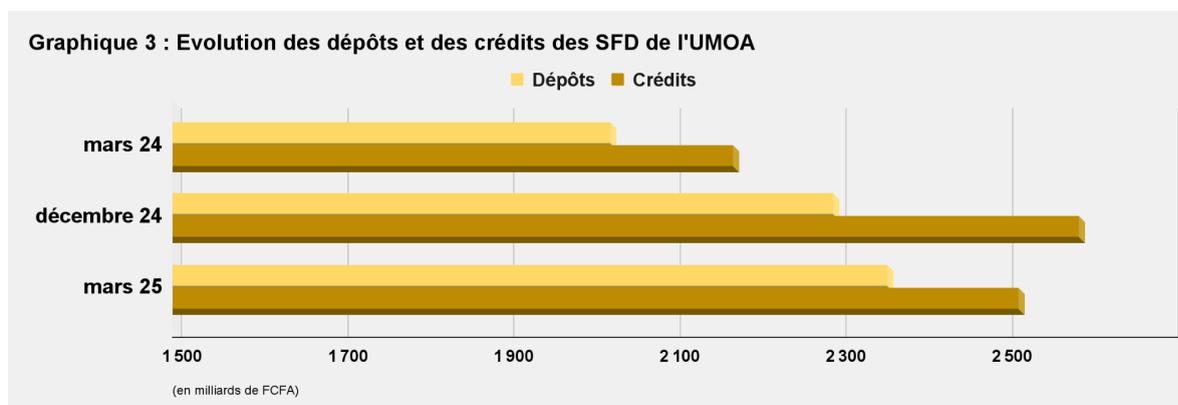
Les crédits accordés par les SFD sont constitués à 47,2% de concours à court terme. Les prêts à moyen et long termes représentent respectivement 33,8% et 19,0% du total de l'encours des crédits à fin mars 2025. La clientèle masculine des institutions de microfinance a bénéficié de 51,7% des crédits, tandis que les femmes et les groupements ont respectivement reçu 19,6% et 28,7% des concours accordés.

Le montant moyen des crédits octroyés par client est ressorti à 133.322 FCFA à fin mars 2025, en baisse par rapport au trimestre précédent (-5,0%), en lien avec le recul de l'encours des crédits. En glissement annuel, une baisse de 2,2% est également notée.



*Source* : BCEAO

L'encours des crédits octroyés par le secteur de la microfinance au 31 mars 2025 représente 7,1% de celui des établissements de crédit de l'Union, après 7,3% au trimestre précédent.



*Source* : BCEAO

**La qualité du portefeuille de crédits des SFD s'est détériorée** au premier trimestre 2025, résultant de l'effet conjugué de la hausse des créances en souffrance (+19,2 milliards FCFA, +8,0%) et de la baisse des crédits (-65,8 milliards FCFA, -2,4%). Le taux brut de dégradation du portefeuille des SFD ressort à 9,8% à fin mars 2025, après 8,9% au trimestre précédent, pour une norme maximale de 3,0%. En mars 2024, ce taux était estimé à 7,6%.

A fin mars 2025, 10 institutions de microfinance sont sous administration provisoire, à l'instar du trimestre précédent. Ces structures sont réparties comme suit : 4 au Bénin, 1 au Burkina, 1 en Côte d'Ivoire, 1 au Mali, 2 au Niger et 1 au Togo. Un an plus tôt, le nombre de structures sous administration provisoire s'établissait à 9.

Au total, la dynamique positive de l'évolution des indicateurs d'activités des SFD s'est poursuivie au premier trimestre de l'année 2025. Toutefois, la gestion du risque de crédit demeure l'un des principaux défis pour consolider les acquis du secteur.